

Unité départementale du Hainaut  
Zone d'activités de l'aérodrome  
BP 40137  
59303 Valenciennes

Valenciennes, le 09/04/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 27/03/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **AMPERE ELECTRICITY**

AVENUE ANDRE CHAUSSON  
ZI de Grévaux les Guides BP 20050  
59600 Maubeuge

Références : 2026-V2-120  
Code AIOT : 0007000832

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/03/2026 dans l'établissement AMPERE ELECTRICITY implanté AVENUE ANDRE CHAUSSON 59600 Maubeuge. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite s'inscrit dans le cadre d'une action régionale qui cible les établissements de la région Hauts de France présentant des enjeux forts en termes de gestion des déchets et notamment pour le cas du site AMPERE ELECTRICITY de Maubeuge un site de production qui génère les plus grosses quantités de déchets.

Le premier objectif est de vérifier la bonne appropriation par l'exploitant de l'encadrement réglementaire relatif aux déchets.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- AMPERE ELECTRICITY
- AVENUE ANDRE CHAUSSON 59600 Maubeuge
- Code AIOT : 0007000832
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'usine située sur les communes de Maubeuge et Feignies a été créée en 1969. Elle est spécialisée dans la fabrication de petits véhicules utilitaires, thermiques ou électriques.

Le procédé de fabrication comprend principalement 4 étapes :

- l'emboutissage : transformation des tôles d'acier en pièces de carrosserie ;
- la tôlerie : assemblage de la carrosserie du véhicule ;
- la peinture : préparation de la carrosserie par traitement de surface puis application des différents mastics, peintures d'apprêts, laques, vernis et cire de protection ;
- le montage : dernière étape d'assemblage des équipements prévus sur chacun des différents modèles.

Le dernier changement d'exploitant de la manufacture de Maubeuge (ex MCA) au profit de la société AMPERE ELECTRICITY a été acté par l'arrêté préfectoral du 22 octobre 2023.

Les activités de l'usine de Maubeuge sont notamment réglementées par :

- l'arrêté préfectoral du 07/10/2014 qui régit l'ensemble des activités du site ;
- l'arrêté préfectoral du 28/02/2020, qui met à jour le tableau des rubriques ICPE et le montant des garanties financières, et modifie les dispositions liées au taux de disponibilité des dispositifs de traitement des composés organiques volatils et les prescriptions relatives à la surveillance environnementale.

Ses activités relèvent également de la Directive IED (rubriques 3260 et 3670).

**Thèmes de l'inspection :**

- AR - 7
- Déchets

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
6	Mise en place d'un registre des déchets sortants	Arrêté Ministériel du 01/04/2021, article R541-43 I.	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
7	Contenu du registre déchets sortants	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	Demande d'action corrective	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
8	Entreposage des déchets	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 45	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Obligation de caractérisation	Code de l'environnement du 12/02/2020, article R541-7	Sans objet
2	Responsabilité du producteur	Code de l'environnement du 19/12/2010, article L.541-2	Sans objet
3	Déchets exportés	Code de l'environnement du 17/08/2015, article L541-40	Sans objet
4	Déclaration GERP	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4-II	Sans objet
5	Conformité des bordereaux de suivi des déchets dangereux	Code de l'environnement du 01/01/2024, article R.541-45	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

A l'issue de cette inspection, des demandes d'actions correctives, demandes de justificatifs et des observations ont été formulées. Il appartient à l'exploitant d'apporter les éléments de réponse dans les délais imposés.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Obligation de caractérisation**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 12/02/2020, article R541-7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Liste des déchets
<b>Prescription contrôlée :</b>  Il est établi une liste unique des déchets qui figure à l'annexe de la décision 2000/532/CE de la Commission du 3 mai 2000 remplaçant la décision 94/3/CE établissant une liste de déchets en application de l'article 1er, point a), de la directive 75/442/CEE du Conseil relative aux déchets et la décision 94/904/CE du Conseil établissant une liste de déchets dangereux en application de l'article 1er, paragraphe 4, de la directive 91/689/CEE du Conseil relative aux déchets dangereux. Toutes les informations relatives aux déchets prévues par le présent titre et ses textes

d'application doivent être fournies en utilisant les codes indiqués dans cette liste.
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a tenu à la disposition de l'Inspection un fichier nommé « Export_dechet dangereux_Nature_Ced_Code_de_traitement_tonnage maubeuge 2024 2025 ».</p> <p>Ce fichier recense tous les déchets dangereux produits sur le site avec leurs codes déchets associés en 2024 et 2025.</p> <p>L'exploitant ne dispose pas d'une liste exhaustive des déchets (dangereux et non dangereux) pouvant être produits sur le site.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><u>Observation n° 1 : Il est recommandé d'intégrer une liste exhaustive des déchets (dangereux et non dangereux) produits sur le site tenue à jour dans une procédure interne de gestion des déchets produits.</u></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 2 : Responsabilité du producteur**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 19/12/2010, article L.541-2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion des déchets
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Tout producteur ou détenteur de déchets est tenu d'en assurer ou d'en faire assurer la gestion, conformément aux dispositions du présent chapitre.</p> <p>Tout producteur ou détenteur de déchets est responsable de la gestion de ces déchets jusqu'à leur élimination ou valorisation finale, même lorsque le déchet est transféré à des fins de traitement à un tiers.</p> <p>Tout producteur ou détenteur de déchets s'assure que la personne à qui il les remet est autorisée à les prendre en charge.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Sur la base des déchets produits et évacués en 2025 déclarés sur la plateforme GERP, l'Inspection a sélectionné 3 déchets pour examiner le respect de cette prescription :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le déchet ayant le plus gros flux de déchets non dangereux : le déchet à code 12 01 01 pour une quantité de 16 640,84 t envoyé en Allemagne chez FONDIUM METTMANN GmbH,</li> <li>- un déchet ayant un des plus gros flux de déchets non dangereux : le déchet à code 11 01 11* pour une quantité de 365,03 t envoyé chez SARP à Prouvy,</li> <li>- un déchet ayant un petit flux : le déchet à code 15 01 02 pour une quantité de 2,04 t envoyé chez SARPLASTIC à Iwuy.</li> </ul> <p>Une extraction du registre de déchets sortants issu de TRACKDECHETS, la déclaration GERP de l'année 2025 et l'extraction du logiciel TENNAXIA utilisé par l'exploitant ont été regardées par</p>

l'Inspection pour vérifier la concordance des données.

- déchet à code 12 01 01 (chutes de tôle) pour une quantité de 16 640,84 t envoyé en Allemagne chez FONDIUM METTMANN GmbH à MATTMANN:

Dans l'extraction du logiciel TENNAXIA, 651 lignes sont présentes pour ce déchet et ce destinataire pour une quantité totale de 16591,38 t.

Sur la plateforme GEREPE, l'exploitant a déclaré 16 640,84 t en 2025, soit un écart de 49,46 t.

**Voir observation n° 2**

Le BSD n° 2025-00037 correspondant à la ligne du 10/01/2025 pour 25,64 t de l'extraction TENNAXIA a été observé en séance. Ce BSD n'est pas rempli de façon exhaustive, notamment sur la quantité du déchet.

**Voir observation n° 3**

Le déchet à code 12 01 01 (chutes de tôle) correspondant au code européen B 10 10. Celui-ci fait partie des codes déchets mentionnés à la liste verte. Le transfert transfrontalier de déchet relève donc d'une information.

Le document d'information correspondant au BSD n° 2025-00037 a été tenu à la disposition de l'Inspection (document intitulé " informations accompagnant les transferts de déchets visées à l'article 3, paragraphes 2 et 4 règlement (CE) n° 1013/2006 du parlement européen et du conseil du 14 juin 2006 ").

**Voir observation n° 4**

- déchet à code 11 01 11\* envoyé chez SARP à Prouvy pour une quantité de 365,03 t en code R12 et une quantité de 285,92t en code D13 :

Dans l'extraction du logiciel TENNAXIA, 25 lignes sont présentes pour ce déchet et ce destinataire pour une quantité totale de 650,95 t.

Sur la plateforme GEREPE, l'exploitant a déclaré une quantité de 365,03 t en 2025 en première opération d'élimination ou de valorisation R12 et une quantité de 285,92 t en première opération d'élimination ou de valorisation D13, soit un total de 650,95 t. Le chiffre est concordant avec l'extraction TENNAXIA.

Dans l'extraction du registre sortant du déchet à code 11 01 11\* sur la plateforme Tackdéchets, 25 lignes sont présentes pour l'installation de destination SARP NORD à Prouvy pour une quantité totale de 653,31 t.

Ce chiffre n'est pas concordant avec l'extraction TENNAXIA et la déclaration GEREPE avec un écart de 2,36 t.

**Voir observation n° 2**

Le certificat d'acceptation préalable (CAP) n° SNP-391277 du 4/04/2025 a été tenu à la disposition de l'Inspection en séance. Ce CAP pour les "eaux de rétention de phosphatation" concerne la société SARP NORD à PROUVY et est valable jusqu'au 03/04/2026 pour un code D13 (Regroupement ou mélange préalablement à l'une des opérations numérotées D 1 à D 12) et ne prévoit aucun critère d'analyse mais indique que " *Un contrôle systématique du déchet entrant sera réalisé par notre laboratoire à chaque dépotage. Ce contrôle a pour objectif de qualifier le déchet et de l'orienter vers la filière de traitement adéquate. Il est donc possible que le déchet entrant subisse, en fonction de sa nature réelle et de nos conditions d'acceptation, une requalification engendrant du même coup une modification de la tarification. La requalification pourrait également conduire au refus .*"

Post inspection, sur demande de l'Inspection, les CAP suivants ont été fournis à l'inspection :

- CAP n° SNP-401574 du 25/07/2025 valide jusqu'au 25/07/2026 pour "bains de phosphatation" avec un code R12,
- CAP n° SNP-391277 du 04/04/2025 valide jusqu'au 03/04/2026 pour "eaux de rétention de phosphatation" avec un code D13,
- CAP n° SNP-384546 du 06/02/2025 valide jusqu'au 06/02/2026 pour "bains de phosphatation" avec un code D13.

Le BSD-20250206-Z4TXY8MA8 (2025-00369) a été observé en séance.

Il concerne une expédition du 07/02/2025 chez SARP NORD à PROUVY pour une quantité de 27,88 t pour du bain de phosphatation (code déchet 11 01 11\*).

L'exploitant AMPERE ELECTRICITY a complété la case 2 (Installation de destination ou d'entreposage ou de reconditionnement prévue) avec les coordonnées de SARP NORD à Prouvy et les références N° de CAP SNP-384546 et comme Opération d'élimination/valorisation prévue (code D/R) : D 13.

SARP NORD a ensuite complété le BSD en case 11 (Réalisation de l'opération) un code Code D/R de l'opération : R 12

**Voir observation n° 5**

L'exploitant a tenu à la disposition de l'Inspection l'arrêté préfectoral du 17/11/2017 de la société SUEZ RV OSIS NORD (devenu SARP NORD) pour son site de Prouvy. Dans cet arrêté, figure la liste des déchets autorisés à être réceptionnés sur le site, dont le code 11 01 11\*.

- le déchet à code 15 01 02 pour une quantité de 2,04 t envoyé chez SARPLASTIC à Iwuy :

Dans l'extraction du logiciel TENNAXIA, 1 ligne est présente pour ce déchet et ce destinataire pour une quantité totale de 2,04 t.

Sur la plateforme GEREP, l'exploitant a déclaré 2,04 t. Les deux chiffrages sont concordants.

Une preuve de dépôt (justificatif d'une ICPE soumise au régime de la déclaration ICPE) du 05/09/2022 au nom de SARPLASTIC à Iwuy a été tenu à la disposition de l'Inspection pour la rubrique 2791 (Installation de traitement de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations classées au titre des rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782,

2783, 2794, 2795 ou 2971).

Cette entreprise peut donc bien réceptionner le déchet à code 15 01 02 car il s'agit d'un déchet non dangereux.

Le BSD n° 2025-00620 correspondant à l'unique évacuation de 2025 de l'extraction TENNAXIA a été observé en séance. Ce BSD n'est pas rempli de façon exhaustive, notamment sur la quantité.

**Voir observation n° 3**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Observation n° 2 : L'exploitant expliquera l'écart de 49,46 t de déclaration pour le code 12 01 01 et 11 01 11\* sur l'année 2025.

Observation n° 3 : En cas d'établissement de BSD pour des déchets non dangereux, il convient que ceux-ci soient complétés de manière exhaustive.

Observation n° 4 : L'exploitant utilise un document en référence au règlement n° 1013/2006 du 14/04/2006 aujourd'hui partiellement abrogé. Il conviendra que l'exploitant utilise les documents de l'annexe VII du règlement en vigueur n° 2024/1157 du Parlement européen et du Conseil du 11 avril 2024 relatif aux transferts de déchets.

Observation 5 : L'exploitant explicitera les incohérences sur le code élimination/valorisation sur le BSD examiné pour le déchet à code 11 01 11\*.

**Type de suites proposées : Sans suite**

**N° 3 : Déchets exportés**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 17/08/2015, article L541-40

**Thème(s) :** Risques chroniques, Transfert transfrontalier des déchets

**Prescription contrôlée :**

I.- L'importation, l'exportation et le transit de déchets sont soumis aux dispositions du règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets.



<p><b>Constats :</b></p> <p>Le déchet à code 12 01 01 (chutes de tôle) est envoyé pour une partie en Allemagne chez FONDIUM METTMANN GmbH.</p> <p>Le déchet à code 12 01 01 (chutes de tôle) correspond au code européen B 10 10. Celui-ci fait partie des codes déchets mentionnés à la liste verte. Le transfert transfrontalier de déchet relève donc d'une information.</p> <p>Le document d'information correspondant au BSD n° 2025-00037 a été tenu à la disposition de l'Inspection. (document intitulé " informations accompagnant les transferts de déchets visées à l'article 3, paragraphes 2 et 4 règlement (CE) n° 1013/2006 du parlement européen et du conseil du 14 juin 2006 ")</p> <p><b>Voir observation 4 (déjà énoncée)</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>Observation n° 4 (déjà énoncée) : L'exploitant utilise un document en référence au règlement n° 1013/2006 du 14/04/2006 aujourd'hui partiellement abrogé. Il conviendra que l'exploitant utilise les documents de l'annexe VII du règlement en vigueur n° 2024/1157 du Parlement européen et du Conseil du 11 avril 2024 relatif aux transferts de déchets.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées : Sans suite</b></p>

**N° 4 : Déclaration GERE**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4-II</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déclaration des quantités de déchets produits</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>II.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-les quantités de déchets dangereux générés ou expédiés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure 2 t/ an.</li> </ul> <p>L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-les quantités de déchets non dangereux générés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure à 2 000 t/ an.</li> </ul> <p>Cette déclaration comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-la nature du déchet (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe de la décision 2000/532/ CE dans sa version modifiée par la décision 2014/955/ UE susvisée) ;</li> <li>-la quantité par nature du déchet ;</li> <li>-le nom et l'adresse de l'entreprise vers laquelle le déchet est expédié ;</li> <li>-le mode de valorisation ou d'élimination réalisé par la société susmentionnée, selon les codes spécifiques de l'annexe IV.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p>

<p>Les déclarations GEREPE suivantes du site ont été observées par l'Inspection:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- déclaration de l'année 2024 du 31/03/2025 modifiée,</li> <li>- déclaration de l'année 2025 du 25/02/2026 modifiée.</li> </ul> <p>Ces deux déclarations contiennent toutes les informations requises par les prescriptions du présent point de contrôle.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 5 : Conformité des bordereaux de suivi des déchets dangereux**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2024, article R.541-45</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Traçabilité des déchets dangereux</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ". Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique. (...) Sont également exclues de ces dispositions les personnes qui remettent des déchets mentionnés au premier alinéa de l'article R. 541-42 à un producteur, importateur ou distributeur qui a mis en place un système individuel de collecte et de traitement de ces déchets en application de l'article L. 541-10, ou à un éco-organisme mis en place en application de l'article L. 451-10 qui pourvoit à la gestion de ces déchets en application du II du même article. Dans ce cas, le bordereau est émis par le producteur, importateur ou distributeur qui a mis en place le système individuel, ou par l'éco-organisme.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant connaît et utilise Trackdéchets pour la traçabilité de ses déchets dangereux.</p> <p>Le BSD-20250206-Z4TXY8MA8 (2025-00369) a été observé en séance.</p> <p>Il concerne une expédition du 7/02/2025 chez SARP NORD à PROUVY pour une quantité de 27,88 t pour du bain de phosphatation (code déchet 11 01 11*).</p> <p>L'exploitant AMPERE ELECTRICITY a complété la case 2 (Installation de destination ou d'entreposage ou de reconditionnement prévue) avec les coordonnées de SARP NORD à Prouvy et les références N° de CAP SNP-384546 et comme Opération d'élimination/valorisation prévue (code D/R) : D 13.</p> <p>SARP NORD a ensuite complété le BSD en case 11 (Réalisation de l'opération) un code Code D/R de l'opération : R 12</p> <p><b>Voir Observation 5 (déjà énoncé)</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>Observation 5 (déjà énoncé) : L'exploitant explicitera les incohérences sur le code élimination/valorisation sur le BSD examiné pour le déchet à code 11 01 11*.</b></p>

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Mise en place d'un registre des déchets sortants**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 01/04/2021, article R541-43 I.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Traçabilité
<b>Prescription contrôlée :</b>  I.-Pour l'application du I de l'article L. 541-7, les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets, les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers, et les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets tiennent à jour un registre chronologique de la production, (...) de ces déchets (...). Ce registre est conservé pendant au moins trois ans.
<b>Constats :</b>  Le registre de déchets sortants de 2024 et 2025 issu du logiciel TENNAXIA a été tenu à la disposition de l'Inspection en séance. Il s'agit d'un registre chronologique. Ce registre n'est pas disponible pour l'année 2023.  <b>Fait avec suite n° 1 (demande de justificatif n° 1) :</b> <u>Le site n'a pas tenu à la disposition de l'Inspection un historique de 3 ans.</u>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  <b>Demande de justification n° 1 :</b> <u>L'exploitant justifiera, sous un délai maximal de 3 mois d'une durée de conservation de 3 ans pour son registre des déchets sortants en fournissant à l'Inspection le registre de l'année 2023.</u>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 7 : Contenu du registre déchets sortants**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Traçabilité
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes : a) Concernant la date de sortie de l'installation : la date de l'expédition du déchet ; b) Concernant la dénomination, nature et quantité : - la dénomination usuelle du déchet ; - le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;

<ul style="list-style-type: none"> <li>- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;</li> <li>- la quantité de déchet sortant en tonne ou en m<sup>3</sup> ;</li> </ul> <p>c) Concernant l'origine du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'adresse de l'établissement ;</li> <li>- l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ;</li> <li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;</li> </ul> <p>[...]</p> <p>e) Concernant la destination du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ;</li> <li>- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;</li> <li>- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ;</li> <li>- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;</li> <li>- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le registre de déchets sortants de 2024 et 2025 issu du logiciel TENNAXIA a été tenu à la disposition de l'Inspection en séance. Le registre contient les informations demandées sauf :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;</li> <li>- le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ;</li> <li>- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;</li> <li>- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.</li> </ul> <p><b><u>Fait avec suite n° 2 (demande d'action corrective n° 2) : le registre des déchets sortants n'est pas complet.</u></b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b><u>Demande d'action corrective n° 2 : L'exploitant complétera son registre des déchets sortants depuis le début de l'année 2026 avec les informations manquantes sous un délai maximal de 3 mois.</u></b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>

N° 8 : Entreposage des déchets

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 45

**Thème(s) :** Risques chroniques, Gestion des déchets (sur site)

**Prescription contrôlée :**

Les déchets et résidus produits sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets spéciaux, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et si possible protégés des eaux météoriques.

**Constats :**

L'Inspection a visité 3 zones de stockages de déchets sur le site :

- la zone des déchets métalliques,
- la zone des déchets dangereux hors métalliques,
- la zone des déchets non dangereux hors métalliques.

Lors de la visite de ces zones, l'Inspection a pu observer les non conformités suivantes :

- dans la zone des déchets dangereux hors métalliques :

la présence d'un fût de 175 l à moitié rempli sans rétention sans étiquetage (dans un fût de réutilisation),

la présence d'un cubitainer de lave-glace sans rétention,

la présence de bidons en partie remplis avec de l'huile usagée (bidons de réutilisation) sans rétention.

- dans la zone des déchets métalliques, la présence de nombreux morceaux de déchets métalliques souillés sur une zone non imperméabilisée.

De plus, l'article 112 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 7/10/2014 prescrit :

*« [...] Les déchets et résidus produits considérés comme des substances ou préparations dangereuses sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.*

*Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets spéciaux considérés comme des substances ou préparations dangereuses, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et aménagées pour la récupération des eaux météoriques. »*

<u>Fait avec suite n° 3 (demande d'action corrective n° 3) : Les stockages détaillés ci-avant ne sont pas réalisés dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution.</u>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p><u>Demande d'action corrective n° 3 : L'exploitant placera sur rétention les déchets susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols sous un délai maximal de 8 jours.</u></p> <p><u>L'exploitant ne stockera plus de déchets métalliques souillés sur des zones non imperméabilisées et nettoiera la zone concernée des morceaux de déchets métalliques.</u></p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois